

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport de la Région de Bruxelles-Capitale, le 12 mars 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant la procédure d'élaboration et de modification des plans particuliers d'affectation du sol et diverses dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme", a donné le 17 mars 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 12 mars 1999 door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de procedure voor de uitwerking en wijziging van de bijzondere bestemmingsplannen en verschillende bepalingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw", heeft op 17 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en ces termes :

"Vu l'urgence motivée par la nécessité impérieuse de mettre à la disposition des autorités communales, dans les meilleurs délais, la possibilité de définir l'aménagement de leur territoire en recourant à une procédure plus rapide d'adoption et de modification des plans particuliers d'affectation du sol que celle offerte aujourd'hui par les dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

que les plans particuliers d'affectation du sol sont les plans dont l'échelle se prête le mieux à définir les affectations et l'aménagement du territoire au niveau local; que cet aménagement local est important notamment en raison de ce qu'il permet d'assurer une prise en compte des spécificités locales qui ne peuvent pas toujours être spécialement abordées au travers d'un plan régional en raison de son échelle plus grande et du territoire plus grand auquel il s'applique;

que cependant en application de la théorie de l'abrogation implicite des plans retenue par la section de d'administration du Conseil d'Etat (arrêt C.E. 10 sept. 1998, n° 75.710), des plans particuliers d'affectation du sol ont fait l'objet d'une abrogation implicite par le plan régional de développement du 3 mars 1995 et seront également sujet à une telle abrogation implicite suite à l'adoption définitive prochaine du plan régional d'affectation du sol;

que ce faisant des plans particuliers d'affectation du sol ont vu et verront prochainement certaines de leurs dispositions devenir inopérantes en raison d'une contradiction survenue avec un plan supérieur tel que le plan régional d'affectation du sol qui devrait être adopté tout prochainement de manière définitive par le

.../...

Gouvernement; qu'il échet de permettre, à bref délai, aux autorités communales qui le souhaitent de modifier à l'avenir dans un meilleur délai leur plan particulier d'affectation du sol de manière à y assurer la continuité de la prise en compte de l'aménagement local tout en respectant l'affectation définie par un plan supérieur selon les conditions énumérées par l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme; que cette faculté nécessite une modification de l'ordonnance organique du 29 août 1991 que poursuit le présent projet d'ordonnance;

qu'il échoit également de veiller à expliciter, à l'avenir, plus clairement les effets des plans sur les demandes de permis ou de certificat lorsque des dispositions d'un projet de plan régional d'affectation du sol ne sont pas conformes avec des dispositions de plans communaux de développement, de plans particuliers d'affectation du sol ou du plan régional d'affectation du sol, qui sont suspendues en vertu de l'article 31, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991;

que le présent projet d'ordonnance vise également à permettre que le plan régional de développement du 3 mars 1995 puisse sortir ses effets jusqu'au 31 décembre 2000 au plus tard;

qu'il échet impérativement d'éviter qu'un vide juridique s'installe par la disparition du plan régional de développement du 3 mars 1995 le 13 juin 1999 en application de l'article 203, § 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 sans qu'un nouveau plan régional de développement lui soit substitué;

que la cessation des effets du plan régional de développement le 13 juin 1999 sans qu'un nouveau plan régional de développement lui soit substitué priverait la Région de Bruxelles-Capitale et ses citoyens des garanties offertes par l'existence d'un tel instrument planologique notamment en vertu de l'article 23, alinéa 3, de l'ordonnance du 29 août 1991 quant aux aides délivrées par la Région aux personnes physiques ou morales, privées ou publiques;".

*

*

*

.../...

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée à l'examen des questions dont cet article fait état.

1. En son état actuel, l'article 31 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, qui règle les effets du projet de plan régional d'affectation du sol, est rédigé comme suit :

"Le projet de plan arrêté par le Gouvernement a même force obligatoire et même valeur réglementaire que le plan définitif.

L'arrêté du Gouvernement qui arrête le projet de plan détermine les dispositions du plan régional d'affectation du sol, des plans communaux de développement et des plans particuliers d'affectation du sol en vigueur dont l'effet est suspendu en raison de leur défaut de conformité au projet de plan. Cette suspension est levée si le plan régional d'affectation du sol n'est pas entré en vigueur dans les douze mois de l'entrée en vigueur du projet de plan.

N'ont ni force obligatoire, ni valeur réglementaire, les dispositions du projet de plan qui ne sont pas conformes à celles suspendues en vertu du deuxième alinéa."

Le passage suivant des travaux préparatoires de l'ordonnance du 29 août 1991 explicite l'intention du législateur :

"... lorsqu'il y a contradiction, la situation est gelée. D'une part, l'alinéa 2 a pour but d'éviter que des dispositions existantes contraires au projet de plan puissent poursuivre leurs effets. D'autre part, les dispositions du projet de plan non conformes à des dispositions existantes ne peuvent pas encore avoir

.../...

force obligatoire puisque, contrairement aux dispositions existantes, elles n'ont pas été soumises à l'enquête publique. Il s'ensuit qu'à certains endroits du territoire régional, la situation urbanistique sera gelée pendant une durée maximale d'un an. C'est le double gel. On n'octroiera pas de permis dans les zones qui sont frappées par ce double gel." (1).

Le texte actuel de l'article 31, alinéas 2 et 3, de l'ordonnance du 29 août 1991 consacre ainsi la règle selon laquelle, en cas de contradiction entre les dispositions d'un projet de plan régional d'affectation du sol et celles d'un plan en vigueur, les autorités saisies d'une demande de permis - ou de certificat - ne peuvent y réserver une suite favorable dans les douze mois de l'entrée en vigueur du projet de plan.

Le Gouvernement entend formuler plus expressément cette règle dans le texte de plusieurs dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991. Tel est l'objet des articles 2, 12, 13 et 14 de l'avant-projet d'ordonnance, qui tendent à compléter, respectivement, les articles 31, 116, 118 et 125 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Les termes dans lesquels ces dispositions sont rédigées visent seulement les hypothèses où est introduite une demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou une demande de permis de lotir. Alors qu'il convient de prendre en compte d'autres cas dans lesquels la règle du "double gel" doit, logiquement, s'appliquer, tels ceux où est

(1) Doc. C.R.B., A-108/2-90/91, p. 146. Cette déclaration se rapporte à l'article 21 de l'ordonnance du 29 août 1991, disposition sur le modèle de laquelle a été rédigé l'article 31.

introduite une demande de certificat ou de permis d'environnement.

Compte tenu de cette observation et pour améliorer la rédaction des dispositions projetées, il est suggéré :

- a) de compléter l'article 31 de l'ordonnance du 29 août 1991 par un alinéa rédigé comme suit :

"En cas de contradiction entre le projet de plan et les dispositions suspendues en vertu de l'alinéa 2, il ne peut être délivré de certificat ou de permis pendant les douze mois que vise cet alinéa.";

- b) de compléter l'article 116, § 4, alinéa 1er, de la même ordonnance par un 3° rédigé comme suit :

"3° la demande concerne un cas visé à l'article 31, alinéa 4.";

- c) de compléter l'article 118, § 3, alinéa 1er, de la même ordonnance par les mots suivants : ", ou concerne un cas visé à l'article 31, alinéa 4.";

- d) de compléter l'article 125, § 2, alinéa 1er, de la même ordonnance par les mots suivants : ", ou concerne un cas visé à l'article 31, alinéa 4.".

2. L'article 3 de l'avant-projet modifie l'article 51 de l'ordonnance du 29 août 1991.

.../...

Selon l'exposé des motifs :

"Les modifications apportées à l'article 51, § 1er, ont pour objet de rendre explicite la faculté pour le conseil communal d'adopter un dossier de base de plan particulier d'affectation du sol dont le contenu excéderait les éléments énumérés au § 1er de l'article 51 et qui serait le fruit d'une réflexion avancée de l'aménagement du territoire couvert par le dossier de base, mais qui exprimerait aussi cet aménagement dans une forme aussi finalisée que celle d'un projet de plan particulier d'affectation du sol."

Le dispositif reflète imparfaitement cette intention. La modification qu'il apporte sur ce point à l'article 51, § 1er, de l'ordonnance du 29 août 1991 consiste à préciser, par les mots "à tout le moins", que le contenu du dossier de base déterminé par cette disposition est un contenu minimum. Comme l'indique l'exposé des motifs,

"Si le conseil communal compte opter pour l'adoption définitive du projet de plan visée par le nouvel article 53bis de l'ordonnance, il devra veiller à ce que la composition du projet de plan, et dès lors du dossier de base, corresponde au contenu visé à l'article 49 de l'ordonnance du 29 août 1991, faute de quoi le gouvernement ne pourrait l'approuver."

Le texte gagnerait à préciser expressément que, si le conseil communal souhaite faire usage de la faculté d'adopter définitivement le plan que lui offre l'article 53bis en projet, il faut que le dossier contienne toutes les mentions énoncées à l'article 49 de la même ordonnance.

Ceci permettrait, d'une part, de clarifier le texte et, d'autre part, de garantir que la population et les organes consultés sur le dossier de base reçoivent toutes

.../...

les informations utiles pour examiner celui-ci en pleine connaissance de cause.

3. Pour la bonne compréhension de l'article 53bis, alinéa 1er, en projet, il faut écrire :

"Art. 53bis. Dans les soixante jours ... pour autant :

- 1° que sa composition réponde au contenu défini à l'article 49;
- 2° qu'il ne soit pas soumis à une étude d'incidences visée à l'article 58bis, A, alinéa 2;
- 3° qu'un tel plan ne soit pas requis par un plan supérieur pour définir l'aménagement d'une zone."

4. L'article 6 de l'avant-projet insère un article 53ter dans l'ordonnance du 29 août 1991.

Selon la première phrase de l'alinéa 3 de l'article 53ter en projet, "lorsque le Gouvernement approuve le plan particulier d'affectation du sol, l'arrêté d'approbation est publié par extrait au Moniteur belge".

La publication au Moniteur belge des arrêtés du Gouvernement est réglée par l'article 39 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

.../...

C'est cette disposition qui détermine dans quels cas et selon quelles modalités les arrêtés du Gouvernement doivent être publiés au Moniteur belge.

Il n'est donc pas au pouvoir de la Région de Bruxelles-Capitale de prévoir que les arrêtés par lesquels le Gouvernement approuve un plan particulier d'affectation du sol sont publiés par extrait au Moniteur belge.

L'alinéa 3 de l'article 53ter en projet sera revu en conséquence.

5. Diverses dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 doivent être adaptées pour tenir compte des modifications que le texte en projet apporte à celle-ci.

Il en va ainsi de l'article 55, alinéa 3, de l'article 62 et de l'article 123.

Le texte sera complété en conséquence.

6. Par ailleurs, il convient de relever que la motivation spéciale de l'urgence n'a pas à figurer dans l'arrêté de présentation de l'avant-projet d'ordonnance examiné.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag en in de aanhef als volgt :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid die is ingegeven door de dringende noodzaak om de gemeentebesturen zo snel mogelijk in staat te stellen hun grondgebied te ordenen, door hierbij gebruik te maken van een snellere procedure voor de aanneming en de wijziging van de bijzondere bestemmingsplannen dan deze die thans is ingesteld door de bepalingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

dat de bijzondere bestemmingsplannen die plannen zijn waarvan de schaal zich beter leent om de bestemmingen en de inrichting van het gemeentelijk grondgebied vast te stellen; dat deze plaatselijke aanleg belangrijk is meer bepaald omdat het hierdoor mogelijk wordt rekening te houden met de plaatselijke kenmerken die niet altijd duidelijk aan bod komen op een gewestelijk plan omwille van de grotere schaal en het groter gebied dat dit plan bestrijkt;

dat evenwel krachtens de theorie van de impliciete opheffing van de plannen, toegepast door de afdeling administratie van de Raad van State (arrest R.v.S. 10 sept. 1998, nr. 75.710), bijzondere bestemmingsplannen impliciet werden opgeheven door het gewestelijk ontwikkelingsplan van 3 maart 1995 en eveneens het voorwerp zullen zijn van een stilzwijgende opheffing bij de komende definitieve goedkeuring van het gewestelijk bestemmingsplan;

dat de bijzondere bestemmingsplannen hierdoor sommige van hun bepalingen zagen en binnenkort zullen zien verdwijnen wegens de vastgestelde tegenstrijdigheid met een hoger plan zoals het gewestelijk bestemmingsplan, dat binnenkort door de Regering definitief zou moeten

.../...

worden aangenomen; dat het noodzakelijk is om snel de gemeentebesturen, die dit wensen, in staat te stellen in de toekomst hun bijzonder bestemmingsplan vlugger te laten wijzigen zodat steeds rekening kan worden gehouden met de plaatselijke aanleg waarbij de bestemming bepaald in een hoger plan geëerbiedigd wordt onder de voorwaarden gesteld in de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw; dat deze optie een wijziging veronderstelt van de ordonnantie van 29 augustus 1991 die dit ontwerp nastreeft;

dat het tevens nodig is erop toe te zien om in de toekomst de gevolgen van de plannen op de vergunnings- of attestaanvragen te verduidelijken wanneer de bepalingen van een ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van gemeentelijke ontwikkelingsplannen, bijzondere bestemmingsplannen of een gewestelijk bestemmingsplan, die krachtens artikel 31, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 zijn opgeheven;

dat dit ontwerp van ordonnantie er eveneens naar streeft het gewestelijk ontwikkelingsplan van 3 maart 1995 in voege te laten blijven tot uiterlijk 31 december 2000;

dat het absoluut noodzakelijk is te vermijden dat er op 13 juni 1999 een juridische leemte ontstaat ingevolge de verdwijning van het gewestelijk ontwikkelingsplan van 3 maart 1995 krachtens artikel 203, § 2, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, zonder dat dit plan vervangen is door een nieuw gewestelijk ontwikkelingsplan;

dat, wanneer het gewestelijk ontwikkelingsplan op 13 juni 1999 ophoudt te bestaan zonder dat dit vervangen zou worden door een nieuw gewestelijk ontwikkelingsplan, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn inwoners geen garanties meer zouden hebben die een dergelijk planningsinstrument biedt, meer bepaald krachtens artikel 23, derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 wat betreft de bijstand van het Gewest aan de natuurlijke of private of publieke rechtspersonen;".

*

*

*

.../...

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de kwesties waarvan dit artikel gewag maakt.

1. Artikel 31 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, dat de gevolgen van het ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan regelt, luidt thans als volgt :

"Het door de Regering vastgestelde ontwerpplan heeft dezelfde bindende kracht en dezelfde verordenende waarde als het definitieve plan.

Het besluit van de Regering dat het ontwerpplan vaststelt, bepaalt van welke bepalingen van het vigerende gewestelijk bestemmingsplan, van de vigerende gemeentelijke ontwikkelingsplannen en van de vigerende bijzondere bestemmingsplannen de werking wordt geschorst wegens hun gebrek aan overeenstemming met het ontwerp-plan. Deze schorsing wordt opgeheven indien het gewestelijk bestemmingsplan niet in werking is getreden binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van het ontwerpplan.

De bepalingen van het ontwerpplan die niet overeenstemmen met de bepalingen die krachtens het tweede lid worden geschorst, hebben noch bindende kracht noch verordenende waarde."

De volgende passage uit de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 29 augustus 1991 licht de bedoeling van de wetgever toe :

"dat de toestand geblokkeerd is bij tegenspraak. Enerzijds heeft lid 2 de bedoeling te vermijden dat bestaande bepalingen die niet conform het ontwerpplan zijn, verder kunnen worden toegepast. Anderzijds mogen de bepalingen van het ontwerpplan die niet conform de

.../...

bestaande bepalingen zijn nog geen bindende kracht hebben omdat ze in tegenstelling tot de bestaande bepalingen, nog niet aan een openbaar onderzoek zijn onderworpen. Daaruit volgt dat op bepaalde plaatsen van het gewestelijk grondgebied de stedenbouwkundige toestand gedurende maximum één jaar zal zijn geblokkeerd. En wel op een dubbele manier. Men zal geen vergunningen meer uitreiken in de gebieden waarin de situatie dubbel geblokkeerd is." (1).

De huidige tekst van artikel 31, tweede en derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 legt aldus de regel vast luidens welke, in geval van tegenstrijdigheid tussen de bepalingen van een ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan en die van een geldend plan, de overheden waarbij een aanvraag om vergunning - of om attest - is ingediend, daarop niet gunstig mogen beschikken binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van het ontwerpplan.

De Regering beoogt die regel uitdrukkelijker te verwoorden in de tekst van verscheidene bepalingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991. Dat is het onderwerp van de artikelen 2, 12, 13 en 14 van het voorontwerp van ordonnantie, die respectievelijk de artikelen 31, 116, 118 en 125 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 beogen aan te vullen.

De bewoordingen waarin die bepalingen zijn gesteld verwijzen slechts naar de gevallen waarin een aanvraag om attest of om stedenbouwkundige vergunning of een aanvraag om

(1) Gedr. St. B.H.R., A-108/2-90/91, blz. 146. Die verklaring heeft betrekking op artikel 21 van de ordonnantie van 29 augustus 1991, naar het voorbeeld waarvan artikel 31 is geredigeerd.

verkavelingsvergunning is ingediend. Andere gevallen waarin de regel van de "dubbele bevroezing" logischerwijze moet worden toegepast, dienen echter in aanmerking te worden genomen, zoals die waarin een aanvraag om milieu-attest of om milieuvergunning is ingediend.

Gelet op die opmerking en om de redactie van de ontworpen bepalingen te verbeteren, wordt voorgesteld :

- a) artikel 31 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 aan te vullen met een lid, luidende :

"In geval van tegenstrijdigheid tussen het ontwerpplan en de krachtens het tweede lid geschorste bepalingen, mag gedurende de twaalf maanden waarvan sprake is in dat lid, geen attest noch vergunning worden afgegeven.";

- b) artikel 116, § 4, eerste lid, van dezelfde ordonnantie aan te vullen met een onderdeel 3°, luidende :

"3° de aanvraag betreft een geval bedoeld in artikel 31, vierde lid.";

- c) artikel 118, § 3, eerste lid, van dezelfde ordonnantie aan te vullen met de volgende woorden : ", of een geval bedoeld in artikel 31, vierde lid betreft.";

- d) artikel 125, § 2, eerste lid, van dezelfde ordonnantie aan te vullen met de volgende woorden : ", of een geval bedoeld in artikel 31, vierde lid betreft.".

.../...

2. Artikel 3 van het voorontwerp wijzigt artikel 51 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De memorie van toelichting luidt daaromtrent als volgt :

"De in artikel 51, § 1, aangebrachte wijzigingen moeten de gemeenteraad uitdrukkelijk in staat stellen om over te gaan tot de aanneming van een basisdossier van een bijzonder bestemmingsplan waarvan de inhoud meer omvat dan de gegevens die zijn opgesomd in § 1 van artikel 51 en dat het resultaat vormt van een weldoordachte visie op de aanleg van het grondgebied dat het basisdossier bestrijkt, maar dat deze aanleg ook weergeeft in dezelfde gefinaliseerde vorm als die van een ontwerp van bijzonder bestemmingsplan.".

Het dispositief geeft die bedoeling niet naar behoren weer. De wijziging die het op dat punt aanbrengt in artikel 51, § 1, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 bestaat erin met het woord "minstens" te preciseren dat de inhoud van het basisdossier, dat bij die bepaling wordt vastgesteld, een minimuminhoud is. In de memorie van toelichting wordt in dat verband op het volgende gewezen :

"Indien de gemeenteraad wil opteren voor de definitieve aanneming van het ontwerp-plan dat bedoeld is in het nieuwe artikel 53bis van de ordonnantie, dient hij erop te letten dat de samenstelling van het ontwerp-plan en derhalve van het basisdossier overeenkomt met de inhoud bedoeld in artikel 49 van de ordonnantie van 29 augustus 1991, zoniet mag de Regering het niet goedkeuren.".

Het verdient aanbeveling in de tekst uitdrukkelijk te vermelden dat, indien de gemeenteraad gebruik wenst te maken van de mogelijkheid die het ontworpen artikel 53bis biedt, om het plan definitief goed te keuren, het dossier

.../...

alle vermeldingen moet bevatten die in artikel 49 van dezelfde ordonnantie worden opgesomd.

Zulks zou het enerzijds mogelijk maken de tekst te verduidelijken en anderzijds te garanderen dat de bevolking en de in verband met het basisdossier geraadpleegde organen, alle nuttige informatie krijgen om dit dossier met volle kennis van zaken te onderzoeken.

3. Voor een goed begrip van het ontworpen artikel 53bis, eerste lid, schrijve men :

"Art. 53bis. Binnen zestig dagen ... voorzover :

- 1° de samenstelling ervan beantwoordt aan de inhoud omschreven in artikel 49;
- 2° het niet onderworpen is aan een effectenstudie als bedoeld in artikel 58bis, A, tweede lid;
- 3° zulk een plan niet vereist wordt door een hoger plan om de ordening van een gebied te bepalen."

4. Artikel 6 van het voorontwerp voegt in de ordonnantie van 29 augustus 1991 een artikel 53ter in.

De eerste zin van het derde lid van het ontworpen artikel 53ter luidt als volgt : "Wanneer de regering akkoord gaat met het bijzonder bestemmingsplan, wordt het goed-

.../...

keuringsbesluit bij uittreksel gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad".

De bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de besluiten van de Regering wordt geregeld in artikel 39 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Die bepaling regelt de gevallen waarin en de wijze waarop de besluiten van de Regering in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is dus niet bevoegd om te bepalen dat de besluiten waarbij de Regering een bijzonder bestemmingsplan goedkeurt, bij uittreksel worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Het derde lid van het ontworpen artikel 53ter moet dienovereenkomstig worden herzien.

5. Verscheidene bepalingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 moeten worden aangepast om rekening te houden met de wijzigingen die de ontworpen tekst in die ordonnantie aanbrengt.

Zulks geldt voor artikel 55, derde lid, artikel 62 en artikel 123.

De tekst moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

.../...

6. Bovendien dient erop te worden gewezen dat de bijzondere redenen tot staving van het spoedeisend karakter van de adviesaanvraag, niet behoren te worden vermeld in het indieningsbesluit van het onderzochte voorontwerp van ordonnantie.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. B. JADOT, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été rédi-
gée et exposée par Mme F. CARLIER,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. B. JADOT, auditeur. De
nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
Mevr. F. CARLIER, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN